



Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Participation Citoyenne (DEPAC)

LES FEMMES

**Réalisation des pistes rurales par la méthode
Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO)**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



HELVETAS
BURKINA FASO

CONTEXTE ET ENJEUX

Dans la société africaine et en particulier en Afrique de l'Ouest, les femmes ne bénéficient pas toujours de la plénitude de leurs droits humains en général, encore moins d'un accès aisé aux emplois dans les travaux publics. Celles qui vivent en milieu rural, assurent essentiellement les travaux domestiques. Ceci restreint le temps qu'elles peuvent consacrer aux activités productives. Au Burkina Faso, les inégalités entre les hommes et les femmes existent et persistent malgré les actions menées au cours des décennies écoulées pour la promotion de la femme et la réduction des inégalités liées au genre. Les valeurs socioculturelles sont à la base de nombreuses discriminations défavorables aux femmes et qui maintiennent ces inégalités.

La coopération Suisse, au Burkina Faso, accompagne le programme d'appui à la Décentralisation et à la Participation Citoyenne (DEPAC), depuis 2015. Ce programme vise à améliorer la qualité de vie des hommes et des femmes et la promotion des activités économiques. Ainsi, le programme, à travers son volet « Désenclavement par les pistes rurales », a accompagné les communautés locales dans la réalisation et l'entretien des pistes rurales, en soutien aux activités productives, socio-sanitaires et scolaires, avec une participation active et massive des femmes.

Cette participation des femmes constitue une préoccupation majeure des autorités nationales burkinabè et de leurs partenaires techniques et financiers, qui font de la question de l'équité et de l'égalité entre les sexes, un axe central dans les processus de prise de décision et de gestion du développement.

Ainsi, le Burkina Faso a élaboré et adopté une stratégie Nationale genre (SNG 2020-2024), en décembre 2019, avec le soutien de l'Union européenne. Elle se définit comme un référentiel fédérateur des interventions de tous les acteurs de promotion du genre, pour la période 2020-2024. Elle a pour vision de : « bâtir une société d'égalité et d'équité entre les hommes et les femmes, et qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique ». Il découle de cette vision, un objectif global qui est de : « favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso ».

Les défis majeurs à relever sont :

- Le renforcement de l'engagement politique et de l'implication des hommes dans la promotion de l'égalité entre les sexes ;
- Le renforcement de la protection sociale et juridique de la femme ;
- La participation des hommes et des femmes dans les actions de promotion de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale et l'intégration du genre dans l'ensemble des actions humanitaires ;
- L'intégration effective du genre dans les politiques sectorielles et les programmes et projets de développement, notamment au niveau des services sociaux de base ;
- Le renforcement de l'autonomisation des femmes et des filles ;
- La création d'un dispositif unique et performant de coordination et de suivi-évaluation des actions de promotion du genre.

La vision du programme

La participation de la femme s'intègre également dans la vision de Helvetas qui est celle d'un monde plus juste et dans la stratégie genre du programme DEPAC. Celle-ci s'entend comme une stratégie pour assurer une approche harmonisée en matière de réduction des inégalités entre les hommes et les femmes en quatre axes :

- La compréhension des inégalités dans le contexte du programme DEPAC ;
- L'information, la diffusion, et le plaidoyer auprès des partenaires ;
- L'appui aux initiatives en matière de genre ;
- Le pilotage de la thématique et la capitalisation.

Cette stratégie s'inscrit également dans les engagements des autorités nationales burkinabè, qui ont adhéré à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et aussi à l'Agenda 2030 des Nations Unies, particulièrement à l'Objectif 5 des Objectifs de Développement Durable (ODD), qui ambitionne « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », donc à réduire les inégalités.

LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES TRAVAUX HIMO



L'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) est une technologie de construction d'infrastructures qui maximise les possibilités d'emploi de la main-d'œuvre (qualifiée et non qualifiée) avec le soutien d'équipements légers et l'utilisation de matériaux tout en maintenant la compétitivité de coûts et des normes de qualité. Ainsi, il est important que les femmes et les jeunes particulièrement vulnérables puissent profiter de ces opportunités d'emplois rémunérés. La participation des femmes aux travaux HIMO contribue au respect de leur droits à un travail décent et correspond finalement à leurs aspirations. Helvetas est arrivé à les décider elles-mêmes à participer aux travaux et aussi à faire accepter cette participation par la communauté à travers la sensibilisation de masse.

Implication des femmes dans tout le processus

Le projet de réalisation de l'infrastructure routière, par la méthode HIMO, résulte d'une demande des communautés à la base, que la commune formalise et inscrit dans ses référentiels locaux de développement (Plan Communal de Développement & Plan Annuel d'Investissement). Les représentants des villages traversés par les pistes visées y compris les femmes se concertent afin de discuter, apprécier, décider et prioriser les pistes à aménager. Les femmes sont donc impliquées depuis l'identification des projets de pistes à aménager, puis elles participent à la réalisation des infrastructures et sont ensuite représentées dans les structures locales mises en place, dans les villages traversés par la piste, pour l'entretien futur des infrastructures construites.

L'intermédiation sociale, pour mobiliser les femmes

Les acteurs de l'intermédiation sociale, avant les travaux proprement dits, animent une série de rencontres d'informations et de sensibilisation, tant au niveau communal que dans les villages bénéficiaires des pistes et qui impliquent les hommes et les femmes. Lors de ces rencontres, les responsables des communautés, des services de l'Etat, les villageois et autres personnes ressources locales sont invités à passer le message qui vise à favoriser l'implication des femmes dans la sélection et le recrutement de la main-d'œuvre locale. L'accent est mis sur la participation de tous les bras valides du village, hommes et femmes, dans le respect des conditions du travail décent. Les femmes sont encouragées à changer de mentalité et à oser le changement. Les sessions de sensibilisation amènent certaines femmes indécises à prendre la décision de participer aux travaux, parce qu'elles ont compris les avantages de la piste (accès au marché, au Centre de Santé et de Promotion Sociale, à l'école, avantage financier).

Une distribution par genre du travail

L'organisation du travail de la main-d'œuvre, sur les chantiers est assurée par les Comités Villageois de Pistes (CVP), sous l'assistance des équipes de l'intermédiation sociale et des responsables de chantiers. La constitution des groupes de travail sur les chantiers est libre et chacun s'inscrit pour le type de tâches qu'il peut réaliser, et les femmes elles-mêmes s'interdisent les tâches au-dessus de leur force. Il faut cependant noter, que dans certaines localités, les femmes avaient déjà une certaine

expérience de travail sur des chantiers, avec des projets de développement ou sur des sites d'orpaillage. Ces expériences ont pu rendre des communautés plus réceptives aux messages d'inclusion de Helvetas, à travers le programme.

Les femmes, responsables d'entreprises

Les femmes chefs d'entreprises, actives dans le domaine des projets de réalisation des pistes rurales HIMO ont contribué à mobiliser les femmes. Elles étaient déjà en entrepreneuriat, dans le domaine des pistes et elles se sont spécialisées et organisées pour pouvoir postuler à un marché et conduire un projet d'infrastructures à HIMO. Sur les chantiers, elles se sont démontrées plus sensibles aux besoins des femmes, certainement en raison de la solidarité féminine mais aussi en réponse aux directives contenues dans le contrat pour la réalisation des pistes HIMO.

La participation des femmes aux travaux finit par s'imposer d'elle-même

Dans certaines régions, la participation des femmes finit par s'imposer d'elle-même, dans la mesure où les hommes, après discussion des prix à la tâche, jugent ceux-ci peu rémunérateurs. Ils se désintéressent et désertent le plus souvent les chantiers, laissant la voie libre aux femmes de s'engager et d'occuper les postes d'emplois existants. Cependant, dans d'autres zones, où les opportunités sont réduites, l'offre de main-d'œuvre est si importante qu'on en arrive à recourir à un quota pour les femmes. En générale, les femmes attendaient impatiemment le début des travaux afin d'avoir un revenu décent qui leur permettrait de subvenir à leurs besoins.

L'expression des besoins des femmes, se résume au souhait d'être placées dans les meilleures conditions pour assurer leur travail sur les chantiers, tout en minimisant les risques d'accidents de travail. Une fois l'infrastructure routière réalisée, les doléances visent à obtenir les appuis nécessaires, pour participer à l'exploitation de l'ouvrage, mieux s'épanouir, améliorer son existence sociale en développant une activité rémunératrice.

Le gardiennage des enfants en bas âge sur les chantiers

Les enfants ne constituent pas des obstacles pour travailler et les femmes en ont démontré. Les jeunes femmes, avec des enfants en bas âge (1 an) assez nombreuses dans les villages, ont souhaité être impliquées à condition qu'un cadre soit aménagé pour les besoins de garde des enfants, non loin des chantiers. Certaines femmes amènent des fillettes qui s'occupent de leur enfant, afin qu'elles puissent atteindre leurs objectifs. Sur les chantiers elles s'organisent pour que tous les enfants en bas âge soient pris en charge.

Acquisition des équipements de protection et travail

Les femmes ont sollicité de petits équipements de travail, de matériels de protection (gants-bottes) et de facilitation dans le travail (brouettes) en vue de se protéger contre les risques susceptibles de menacer leurs sécurités ou leurs santés principalement au travail.

Accès au micro-crédit

Avec les travaux de réalisation des travaux, les femmes ont facilement accès aux marchés, aux zones de production. Ainsi, avec les revenus qu'elles ont perçu lors de leur participation aux travaux, elles souhaitent développer des activités génératrices de revenus comme le petit commerce, la petite restauration, l'élevage de volaille et de petits ruminants, etc... Par conséquent, elles ont exprimé le besoin d'accéder aux micro-crédits afin de pouvoir entreprendre ces activités.

Travailler sur les chantiers de pistes HIMO était bien une aspiration des femmes dans les communautés, mais elles ont formulé quelques conditions à cette participation et aussi des doléances. Aussi peut-on relever, entre autres, les conditions suivantes :

- La flexibilité sur les horaires de travail
Elles souhaitent ainsi ne pas travailler jusqu'à la tombée du soleil pour leur permettre de préparer pour leurs maris. Certaines préféraient venir travailler très tôt sur les chantiers, afin de finir vite et vaquer à d'autres occupations, tandis que d'autres voudraient avoir plus d'heures de travail, afin de gagner plus d'argent. Il s'agit bien d'avoir le temps de gérer les travaux domestiques et autres activités connexes (petit commerce, activités de consommation sociale, etc...)

- La rémunération après le travail
Les femmes voulaient l'assurance d'être effectivement rémunérées pour le travail abattu et que le fruit de leurs labeurs ne soient pas détournés ou simplement non payé. Ainsi, elles ont exigé et obtenu le principe du paiement de leur revenu avant d'exécuter les travaux.

- Le renforcement de leurs capacités
La réalisation des pistes rurales par la méthode HIMO, nécessite une formation pour comprendre l'approche et les étapes de mise en œuvre des travaux. Ainsi, les femmes ont demandé le renforcement des capacités liées à leurs activités prévues sur les chantiers de pistes HIMO.

LES SUCCES ENREGISTRÉS

Les femmes ont démontré que, pour les travaux de pistes HIMO, depuis longtemps assurés par des hommes, il est possible de compter désormais sur un leadership féminin dans ce domaine. Dans les communes, les femmes participent avant, pendant et après la réalisation des pistes.

Amélioration des conditions de vie des populations

Au-delà du désenclavement, la réalisation des infrastructures participe de l'amélioration du vivre et travailler ensemble, en rendant plus accessibles les centres de santé, les zones et sites de production, les marchés, les écoles, les mairies, les services de l'Etat. Cela s'accomplit à travers les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des communautés à s'organiser et pour réaliser et entretenir une infrastructure commune, pour son exploitation durable au service de tous.

Renforcement de la cohésion sociale

Les séances d'information et de sensibilisation (sur les thématiques des droits de l'homme, de la justice et l'inclusion sociale, la lutte contre le VIH-SIDA et les Infections sexuelles, la bonne gouvernance et la participation citoyenne, etc.), effectués par les opérateurs de l'intermédiation sociale au niveau de la communauté, ont permis de créer des conditions sociales favorables à la réalisation des projets, sans problèmes sociaux majeurs. Ces actions emmènent les communautés à accepter plus facilement la participation citoyenne aux travaux et à s'approprier les infrastructures réalisées. Ce travail de fond est fait, avant, pendant et après les travaux d'aménagement proprement dits, en termes de sensibilisation, de prise de conscience et de formation des acteurs, aux niveaux régional, communal et local, particulièrement des populations bénéficiaires. Les communautés comprennent la nécessité de travailler et de motiver les femmes à participer aux travaux de pistes en HIMO.

« Nous avons saisi l'opportunité que nous a offert le programme en participant aux activités de construction de la route. Avant, la population rencontrait des difficultés pour se rendre dans les centres de santé pour les accouchements et les soins à cause du mauvais état de la route et surtout pendant la saison pluvieuse. Avec les salaires que nous percevons, nous contribuons dans les dépenses familiales ».

Asséta GANSONRE, femme ayant travaillé sur le chantier de pistes rurales HIMO à Sapouy.

Quelques résultats

Phase 1 du programme

Accès facilité à :

- **25** structures éducatives ;
- **10** structures sanitaires ;
- **06** centres commerciaux ;
- **02** unités de production multifonctionnelles ;

- **08** nouvelles zones de production créées grâce aux ouvrages de franchissement.

Phase 2 du programme

- **115 896** FCFA de rétribution totale distribuée à la main d'œuvre locale, dont **55,30%** aux femmes
- **6 693** personnes mobilisées comme main-d'œuvre locale dont plus de **70%** de femmes

Leadership des femmes issues de la main-d'œuvre locale

Les femmes issues des communautés bénéficiaires des pistes, membres de groupements villageois féminins ou non, s'impliquent dans les projets de pistes, depuis l'identification et aussi surtout sur les chantiers, au moment des travaux. Elles s'occupent généralement de travaux jugés de pénibilités moyennes : approvisionnement en eau des chantiers, classement des moellons, etc.

Leadership des femmes chefs d'entreprises

Le processus de sélection des entreprises pour les travaux d'aménagement des pistes, se fait à travers un appel d'offres ouvert aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Bureau d'Etudes Techniques (BET) locaux, spécialisés dans les travaux à HIMO. Les conditions de participation sont les mêmes pour toutes les entreprises intéressées, qu'elles soient dirigées par un homme ou par une femme. Helvetas encourage fortement la participation de ce type d'entreprises pilotée par des femmes. Ainsi, des entreprises promues par des femmes ont pu avoir et exécuter des contrats de réalisation de nouvelles pistes rurales, avec au moins autant de réussite technique dans l'exécution des travaux. Ces femmes dirigeant des entreprises de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) ont réalisé les pistes dans les délais en respectant les normes techniques requises en dépit des difficultés rencontrées. Elles se sont engagées sur d'autres marchés HIMO, Tant dans le cadre du DEPACII que sur d'autres programmes hors de Helvetas.

« Souvent, les hommes n'admettent pas qu'une femme vient les commander sur le chantier. Ils pensent que la construction des pistes, appartient aux hommes qu'aux femmes. Certains pensent que je viens révolter leurs femmes qui étaient soumises et dépendantes d'eux. Grâce à mon intervention, ces femmes découvrent qu'elles peuvent se battre et être détentrices de revenus qui viennent compléter l'allocation familiale ».

Mariam Bamba, Directrice Générale de l'entreprise Presta International en charge des travaux du lot 2 de la piste Kordié - Diana - Kanono, longue de 15 km, dans la région du Centre-ouest.

Entretien des pistes par les femmes

Après la réalisation des pistes, l'entretien incombe aux collectivités et aux communautés bénéficiaires. Dans cette perspective, un mécanisme de gestion des barrières de pluies et d'entretien des pistes rurales HIMO, est mis en place dans chaque village traversé par une piste rurale : le Comité Villageois de Piste (CVP). Ces structures sont des commissions spécialisées des Conseils Villageois de Développement (CVD). Les CVP sont officiellement reconnus par arrêté communal et rendent compte au CVD pour la mairie. Les femmes sont également membres des Comités Villageois de Pistes (CVP), mis en place par l'intermédiation sociale, à travers les réunions d'organisation sociale tenues à cet effet dans les villages.

Il importe de retenir que les femmes avaient déjà une tradition d'intégrer et travailler dans le cadre de structures villageoises, comme les groupements ou associations de producteurs, les CVD, etc. Il n'a

donc pas été particulièrement difficile de mobiliser les femmes pour qu'elles intègrent les CVP.

Quelques Résultats

Phase 2 du programme

- **204** membres des Comités de Veille de Pistes, dont plus de **52%** de femmes
- **16** membres du personnel de collectivités territoriales dont 01 femme ont ainsi été formés dans la décentralisation et le Développement des collectivités territoriales.

Phase 1 du programme

- Emplois pour **20 000** personnes dont plus de **12 000** pour les femmes

LES RÉSISTANCES À LA PARTICIPATION DES FEMMES

Les femmes sont spontanément prêtes à s'engager sur les chantiers HIMO, et celles qui développeraient des réflexes de réticence seraient essentiellement motivées par le souci de protéger leur ménage, mais la sensibilisation à tous les niveaux et la flexibilité de l'approche sont progressivement arrivés à bout de ces réticences.

Au titre des résistances à la participation des femmes aux chantiers de pistes HIMO, nous avons :

- le refus ou la crainte de certains époux, de voir leurs femmes aux côtés d'autres hommes ;
- le refus de certains hommes de voir leurs femmes exercer certaines tâches jugées pénibles et qui s'opposent à ce que leurs femmes exercent certains types de travaux ;
- l'hésitation de certaines femmes à s'engager, parce qu'elles s'interrogeaient sur leurs propres capacités à faire et surtout à bien faire le travail sur les chantiers ;
- la conviction que les femmes sont destinées à s'occuper de leurs enfants, et devraient se préserver de réaliser des tâches basées sur la force physique sur les chantiers HIMO, contrariait la volonté d'engagement de certaines autres femmes sur les chantiers HIMO au début ;
- la crainte de la gestion du temps pour les travaux ménagers et le souci d'éviter les problèmes conjugaux dans les ménages ou autres risques de répudiation, handicapaient sérieusement certaines femmes ;
- l'incertitude pour d'autres de n'être pas rémunérées à temps ou pas du tout, après le travail réalisé, qui les faisait momentanément hésiter au début. Helvetas, à travers

l'intermédiation sociale, a su gagner la confiance des femmes et de la main d'œuvre locale et la communauté en général, en mettant un point d'honneur au respect, par les entreprises, des échéances de paiement de leurs revenus, négociées avec les travailleurs des chantiers, sous l'arbitrage et le témoignage de l'intermédiation sociale.

Malgré quelques ratées enregistrées par moments de la part de certaines entreprises, les délais de paiement convenus ont généralement été respectés, contribuant à éliminer la méfiance des communautés.

Les stratégies utilisées pour vaincre les résistances

Afin de convaincre les communautés de l'importance de la participation active des femmes dans la réalisation des pistes, le programme a beaucoup investi dans une sensibilisation massive et inclusive, qui s'adressait à tout le monde, notamment aux maris, aux responsables des communautés et des collectivités.

Les acteurs de l'intermédiation sociale ont pris l'exemple sur d'autres communautés qui ont déjà vécu l'expérience, en faisant valoir l'argument de l'importance de la piste rurale pour la communauté et aussi de la rémunération générée par les travaux que les femmes vont exécuter.

Pour convaincre certains époux, l'accent a été mis sur le salaire perçu par les femmes, qui après avoir été payé, participent aux charges familiales et la réduction des dépenses du conjoint. Également, les chantiers sont toujours à proximité des habitations

et concessions et les femmes peuvent s'y rendre en groupe sans aucune difficultés (Plutôt que d'aller sur les grands sites d'orpillage plus éloignés). Par ailleurs, des arguments sur la flexibilité des emplois du temps sur les chantiers (8h de travail par jour), en sorte à ne pas trop gêner les travaux ménagers des femmes, les modes de paiement (par les transferts mobiles d'argent) et une équipe de veille afin que chaque membre des brigades de main-d'œuvre puisse se faire entendre en cas de problème ou de dysfonctionnement sont des arguments qui ont permis de convaincre aussi les conjoints.

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Pour réussir la promotion du genre et atteindre une équité sociale effective, un accent particulier devra être porté sur les aspects suivants :

L'élaboration et la mise en œuvre des activités d'intermédiation sociale dans le cadre de la construction des pistes par la méthode HIMO. Ces activités occupent l'interface sociale et constituent un puissant moyen de communication, d'ouverture d'esprit et d'interpellation sur la construction collective du vivre-ensemble et la nécessité du développement local participatif et inclusif de toutes les composantes sociales de la communauté ;

L'information juste sur les projets et la stratégie HIMO, et aussi la sensibilisation massive sur les droits humains et spécifiquement ceux de la femme et de la jeune fille ;

L'appropriation communautaire des projets HIMO, par la mobilisation sociale et l'implication effective de la main-d'œuvre locale dans la réalisation opérationnelle des infrastructures. Ces deux facteurs sont indispensables pour la réalisation et l'exploitation durable et responsable des infrastructures ;

Une certaine flexibilité et surtout la rigueur et le respect de la parole donnée, face aux engagements pris devant les communautés (mise en œuvre des tâches et acquittement des rémunérations dues) ;

La tenue d'espaces de dialogue portant sur la gouvernance locale, la citoyenneté et la redevabilité. En effet, une culture citoyenne et une gouvernance locale de probité favorisent et prédisposent à des changements sociaux individuels et collectifs. Cela est favorable aussi à l'émergence d'une société plus juste et équitable et surtout inclusive du Genre, pour l'émancipation, l'épanouissement et l'autonomisation de la femme et de la fille.

L'émancipation de la femme peut être affirmée, étant entendue qu'une dynamique de changement est d'ores et déjà enclenchée dans nos communautés. Les changements sociaux sont lents à s'opérer et il faut se garder de toute velléité

Plusieurs communications sur la transparence dans le processus de recrutement de la main-d'œuvre locale ont été faites pour convaincre les responsables des communautés. Aussi, l'argument de la facilité d'accès au centre de santé, au marché, à l'école, la rémunération des travaux, le travail en groupe pour les tâches pénibles ont été développés par les acteurs de l'intermédiation sociale. Des démonstrations de bonnes expériences dans d'autres localités ont été promues pour montrer que les femmes peuvent aussi travailler comme les hommes, voire mieux.

de brusquer les parties prenantes, au risque de les braquer durablement. Certes, les tâches domestiques ne sont pas encore redistribuées, mais un pas important est franchi. Il est constaté le passage d'une situation où des réticences à la participation des femmes aux chantiers HIMO est relativement vivace, y compris de la part de certaines femmes elles-mêmes, à une autre où cette participation est admise, même au prix de compromis et ententes (Négociation des horaires de travail, des rémunérations, et même de quotas de main d'œuvre féminine sur certains chantiers, etc.).

Il peut alors être admis que la négociation de la redistribution des tâches ménagères pour un meilleur épanouissement de la femme sera le menu des prochaines sessions de sensibilisation, dans la promotion du genre dans nos communautés. Les femmes elles-mêmes semblent l'entendre ainsi, qui ont jugé plus sage de négocier les horaires de travail sur les chantiers, plutôt que d'insister sur la redistribution des tâches domestiques.

Pour donner une base résolument solide et donner au changement de mentalité une chance réelle, la nécessité de répandre le cadre normatif en vigueur (stratégie nationale genre Référentiels nationaux de développement qui fait une place de choix à la promotion et à l'autonomisation de la femme et de la jeune fille), est manifeste et appelle un enseignement de tous les acteurs et actrices, à tous les niveaux. A l'échelle nationale, des outils et stratégies genres sont disponibles, mais leur mise en œuvre systématique par les acteurs du développement national reste relativement timide ou à prouver.

Helvetas fait de la prise en compte du genre son cheval de bataille, dans tous ses projets qui le permettent. Un guide de prise en compte du genre dans les projets d'investissement publics à HIMO est actuellement en construction et sera bientôt disponible à l'usage de toutes les collectivités partenaires du DEPAC et autres acteurs du développement local.

RECOMMANDATIONS

- Poursuivre la sensibilisation de masse et auprès des institutions sur les enjeux de l'inclusion genre et l'équité sociale ;
- Appliquer systématiquement le guide d'inclusion du genre dans les projets d'investissement public à HIMO ;
- Sensibiliser les communautés locales, les collectivités territoriales, les STD et les PME, à l'inclusion genre et l'équité sociale ;
- Eriger la prise en compte du genre en critère d'éligibilité des projets de pistes rurales HIMO.

CONCLUSION

La mise en œuvre du programme DEPAC, a connu une implication réussie des femmes dans toutes ses zones d'intervention. Des témoignages de femmes, d'usagers de pistes HIMO et des responsables de collectivités, attestent de l'importance et l'utilité sociale et économique des pistes rurales que nous réalisons dans les communes.

Les obstacles à l'inclusion des femmes sur les chantiers HIMO ne manquent pas, mais les principales se résument aux pesanteurs sociologiques (l'opposition des époux, la crainte pour les époux de perdre leur autorité matrimoniale et pour les femmes, de déstabiliser leurs ménages, le manque de confiance sur leurs propres capacités physiques à assumer les tâches ou de se faire flouer par l'entreprise une fois le travail accompli. Pour ce faire, une importance a été accordée à l'intermédiation sociale pour sensibiliser et convaincre les hommes afin qu'ils acceptent la participation des femmes aux travaux et pour les entreprises à respecter leur parole donnée et les engagements pris vis-à-vis de la main d'œuvre locale.

Comme l'ont expressément demandée par les femmes, il est utile de développer des mécanismes d'épargne communautaire et de crédits solidaires par petits groupes de solidarité. Ce sera un puissant outil de financement des activités génératrices de revenus des femmes et qui serait à leur portée, pour évoluer chacune à son rythme, pour son épanouissement et son accomplissement personnel.

Pour ce qui est des problèmes d'augmentation de la charge domestique des femmes, il faut admettre que les femmes mêmes ne s'inscrivent que pour les travaux qu'elles peuvent assumer physiquement et en négociant les horaires et conditions de travail.

Malgré le succès obtenu sur le terrain avec une participation importante des femmes aux travaux pour la réalisation des pistes, les changements en lien avec l'inclusion genre et l'équité sociale, sont encore lents à se concrétiser à cause de la résistance des pesanteurs sociologiques. Les femmes elles-mêmes, sont timides faces aux enjeux de l'inclusion genre et l'équité sociale, en milieu rural.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



HELVETAS
BURKINA FASO